



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET
INSTALLATIONS CLASSÉES

**Arrêté du 19 novembre 2025
portant mise en demeure à la société Gravières et travaux publics de la Thur de
respecter certaines des dispositions applicables à ses installations sises à ASPACH-
MICHELBACH**

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le Code de l'environnement, livre I, titre VII et notamment, son article L. 171-8-I,

VU l'arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517,

VU l'arrêté préfectoral du 3 août 2004 portant autorisation d'exploiter à la société Gravières et travaux publics de la Thur une carrière de sable et gravier et des installations de traitement de matériaux, sur le territoire de la commune de Aspach-Michelbach (68700), au titre Ier du Livre V du Code de l'environnement,

VU le rapport de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), chargée de l'inspection des installations classées relevant les constats effectués lors de la visite du 25 septembre 2025,

VU l'absence d'observations de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé,

Considérant que l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 3 août 2004 dispose que «*Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant la réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation [...] »*,

Considérant que le jour de l'inspection, il est constaté que les matériaux en transit sont entreposés en dehors des zones dévolues à cet effet, au nord du plan d'eau dans la bande de protection de 10 m et à l'extérieur du périmètre des installations au nord-ouest de la carrière ; que ces aménagements n'ont pas fait l'objet d'un porter à connaissance,

Considérant que l'article 8 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé dispose que « [...] Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations »,

Considérant que le jour de l'inspection, il est constaté que la zone située au nord-ouest des installations ne dispose d'aucune clôture ni dispositif équivalent interdisant son accès,

Considérant les dispositions de l'article L. 171-8 du code précité : «Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.»,

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : la société Gravières et Travaux Publics de la Thur, ci-après dénommée, « l'exploitant » dont le siège social est situé 9 rue des Genêts, ASPACH-MICHELBAACH (68700), est mise en demeure de respecter les prescriptions reprises ci-après, pour la carrière qu'elle exploite au lieu-dit « Grossboden », sur la commune de ASPACH-MICHELBAACH.

Article 2 : **dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté**, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 3 août 2004 susvisé :

« Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant la réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation [...]».

Article 3 : **dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté**, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé :

« [...] Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations ».

Article 4 : en cas de manquement aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions et mesures administratives prévues à l'article L. 171-8-II du Code de l'environnement.

Article 5 : la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site www.telerecours.fr.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de la DREAL Grand Est (service de l'inspection des installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. Une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le 19 novembre 2025

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

SIGNÉ

Augustin CELLARD

